



Le 11 novembre 2025, plus de 3000 fonctionnaires étaient déjà descendus dans la rue, ici au boulevard des Philosophes. Laurent Guiraud

Jeudi, les fonctionnaires manifestent

Mobilisation La fonction publique débraye une demi-journée aujourd'hui. Explications des raisons du mouvement.

Marc Bretton Textes

«Nous sommes encore dans le flou sur plusieurs points, mais après la suspension de l'annuité, l'amputation de l'indexation depuis plusieurs années, des mesures d'économie annoncées et une réforme sur la réévaluation des salaires pas encore aboutie, il est temps d'agir», explique la coprésidente du Cartel intersyndical Geneviève Pretti.

Rassemblement sur la plaine

La faïtière des syndicats du service public demande à ses membres de se mettre en grève jeudi 23 avril à partir de 11 heures. Un rassemblement est convoqué sur la plaine de Plainpalais. Il sera ensuite suivi d'un défilé qui se terminera à 17 h 30 sur la promenade Saint-Antoine par une assemblée générale. Inutile de dire que la circulation au centre-ville devrait être perturbée en fin d'après-midi.

C'est le quatrième mouvement de la fonction publique en six mois. Le premier avait eu lieu le 11 novembre. Il avait été suivi d'une manifestation le 11 décembre, puis d'une autre le 19 mars. Si le mouvement de jeudi remet la compresse, c'est que rien n'est réglé, puisque le nouveau projet de budget doit être formellement envoyé en Commission des finances le 7 mai et que

«Quand on a perdu une annuité, des indexations et qu'on voit arriver le projet de réévaluation des salaires, il faut se mobiliser pour donner un signal.»

Geneviève Pretti
Coprésidente
du Cartel intersyndical.

G'Évolue: la tension monte

La réévaluation des fonctions et des salaires à l'État avance. Côté syndical, on s'inquiète. Membre du Cartel, faïtière impliquée dans la réforme, le Syndicat des services public (SSP) estime qu'il faut suspendre la participation aux travaux, annonçait récemment «Le Courrier». «Notre critique est politique, résume le président du SSP, Vincent Bircher. À l'automne, le Conseil d'État a supprimé l'annuité alors que les comptes sont bons et il annonce vouloir les suspendre à plus long terme. Le rapport de confiance est brisé. Le contexte

d'autres annonces sont attendues.

«C'est le moment d'agir, estime Vincent Bircher, président du SSP Genève. On se retrouve dans la même configuration chaque année. Les budgets sont déficitaires, puis les comptes sont bons, mais on a perdu les annuités, l'indexation et les budgets ne correspondent pas aux besoins en postes, ce qui met ensuite des services en difficulté, comme le Service de protection des mineurs par exemple, où on a enregistré jusqu'à 15% d'absence.» Le syndicaliste signale que les chiffres aux comptes «sont bons pour la cinquième année consécutive», dès lors pas question de serrer la ceinture des services: «Vu la triste actualité interna-

tionale, le négoce et le transport maritime flambent à nouveau, ce qui veut dire des rentrées fiscales importantes. Le discours catastrophiste ne passe plus.»

Inconnue de la mobilisation

Le mouvement de grève sera-t-il suivi? C'est la grande question. Le Cartel affiche un optimisme de circonstance, tout en soulignant: «Le danger, c'est que les collègues ne sentent pas ce qu'il se passe, signale Geneviève Pretti. Mais quand on a perdu une annuité, des indexations et qu'on voit arriver le projet de réévaluation des salaires, il faut se mobiliser pour donner un signal. Sinon, on n'aura que de clopinettes.»

politique est défavorable à G'Évolue. Le Conseil d'État doit faire un geste: revaloriser dès maintenant les professions de la santé et du social, dont nous demandons la revalorisation depuis juin 2025.» Mercredi, Avenir syndical faisait aussi parvenir à la presse une prise de position sur G'Évolue, réforme à la préparation de laquelle il n'a pas participé. Le mouvement «se félicite de ne pas s'être compromis dans ce processus et appelle l'ensemble du Cartel intersyndical à ouvrir les yeux et prendre ses responsabilités». Il poursuit: «Nous ap-

pelons le personnel à se mobiliser [...] dans le cadre du budget 2026, des plans d'économies à venir, et préparer la compréhension et la mobilisation concernant G'Évolue.» «Nous partageons les craintes des associations qui s'expriment, réagit Geneviève Pretti, présidente du Cartel. Mais nous considérons aussi qu'il vaut mieux participer à un processus qui suscite beaucoup d'attente qu'en être absent. Cela ne préjuge pas de notre vote final qui dépendra du résultat atteint lors de négociations qui doivent encore se tenir avec le Conseil d'État.»